

N°08_2022 ADMIN

Décision du Président

Prise en vertu d'une délégation donnée par le Conseil Communautaire

Objet : Avenant à la convention de mise à disposition de locaux par la commune du Châtelet-en-Brie au profit de la CCBRC

Le Président de la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 27 juillet 2020 portant délégations au Président en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales articles L. 5211-9 et 5211-10,

Vu les délibérations 2017_04 du 12 janvier 2017 et 2019_82 du 26 juin 2019 portant sur la définition de l'intérêt communautaire et notamment celui de l'action sociale,

Considérant que pour le bon fonctionnement du RPE itinérant de la CCBRC, il est nécessaire de disposer de locaux pouvant accueillir les ateliers,

Considérant que les activités du LAEP n'ont plus lieu, il convient de fixer une nouvelle matinée d'utilisation par le RPE pour les ateliers d'éveil,

DECIDE

Article 1 :

De signer l'avenant à la convention avec la commune du Châtelet-en-Brie.

Cette convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la commune du Châtelet-en-Brie autorise la Communauté de Communes à occuper le local situé Rue Robillard 77820 Le Châtelet-en-Brie, afin de lui permettre d'exercer l'activité de son RPE, tous les mardis et jeudis de 8h30 à 12h30 à compter du 14 mars 2022 et pour une durée d'un an.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision. Elle fera l'objet d'une communication lors du prochain Conseil Communautaire sous forme de donner acte.

Article 3 :

La présente décision :

- sera inscrite au registre des délibérations de la CCBRC,
- sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne au titre du contrôle de légalité,
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Président de la CCBRC dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage et de sa transmission au contrôle de légalité,
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun par courrier ou sur le site télérécoeurs citoyens (www.telerecoeurs.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Président si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait au Châtelet-en-Brie,
Le 4 mars 2022

Le Président,
Christian POTEAU

